



Communiqué de la FSU : Combattre le dérapage austéritaire incontrôlé du gouvernement !

En convoquant mardi 15 avril un grand raout politique afin de « vendre » le choix réaffirmé de l'austérité pour la préparation de la loi de Finances pour 2026, le Premier ministre n'a fait que confirmer qu'avec son gouvernement, il allait poursuivre tous les errements en matière de politique budgétaire.

Pour résumer : pas question d'augmenter des recettes, seulement diminuer encore les dépenses publiques !

Évidemment, il n'a pas été question de réduire les inégalités que la politique de l'offre menée depuis 2017 a considérablement creusées. Il n'a pas été question de mieux répartir la richesse produite... Pas question donc de développer le service public, de reconnaître à sa juste valeur le travail de celles et ceux qui en assurent les missions d'intérêt général au service de toutes et tous, ni de mieux répondre aux besoins de la population. Non, seulement deux heures de monologue oscillant entre catastrophisme surjoué et petits arrangements avec la vérité, comme lorsque le Premier ministre a prétendu que le pays ne travaillerait pas assez.

Pour la FSU, s'obstiner à mener une politique de l'offre qui donne toutes les preuves de son échec est inadmissible ! Ce que le gouvernement annonce, ce sont des reculs pour les citoyen·nes, les usager·es, c'est l'abandon de missions de service public, c'est la dérégulation au prétexte de « *simplification administrative* », c'est le renoncement aux défis écologiques, c'est la suppression massive de moyens et d'emplois pour l'éducation, l'hôpital, les collectivités territoriales... Et pour les agent·es publics ce sont de nouvelles dégradations des conditions de travail et de vie, la poursuite du gel de la valeur du point d'indice et le refus de toute revalorisation des carrières.

Pour la FSU, il y a urgence à rompre avec ces choix budgétaires qui mettent à mal à la cohésion sociale, le vivre-ensemble, la solidarité et la transition écologique. Au contraire, il est impératif de renforcer l'ensemble des solidarités qui font le socle de notre démocratie et à réaffirmer le sens d'une contribution commune pour les financer.

« *La vérité permet d'agir* » disait le slogan publicitaire sur le pupitre de la conférence des finances publiques... La vérité, c'est qu'il n'est pas acceptable de demander encore aux jeunes, aux retraité·es, aux salarié·es, aux agent·es publics de faire les frais de l'enrichissement d'un petit nombre et de la spéculation. La vérité c'est qu'il y a urgence à réinvestir dans la fonction publique et les services publics. La vérité c'est qu'une réforme fiscale porteuse de justice et de redistribution des richesses est possible et indispensable. **C'est pour cela que la FSU a fait le choix de l'action, avec d'autres organisations syndicales, en appelant les personnels de la fonction publique à se mobiliser massivement dans les grèves et les manifestations qui seront organisées le 13 mai prochain.**

Bagnolet, le 16 avril 2025